

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Droits humains, libertés (France) > Justice, droit (France) > **Pour la libération immédiate d'Aurore Martin et de tous les prisonniers (...)**

Pour la libération immédiate d'Aurore Martin et de tous les prisonniers politiques basques

jeudi 8 novembre 2012, par [LARRIEU Claude](#) (Date de rédaction antérieure : 8 novembre 2012).

Samedi 10 novembre 2012 à 15 heures 30, place des Basques à Bayonne en faveur du respect des droits des prisonniers et des réfugiés politiques basques.

Signée par des personnalités comme Kofi Annan, Gerry Adams, Jonathan Powell, la déclaration d'Aiete pour la paix, rendue publique le 17 octobre 2011, contenait deux points essentiels. D'une part, elle invitait l'ETA à arrêter définitivement son activité armée, d'autre part elle encourageait vivement les gouvernements d'Espagne et de France à consentir l'ouverture d'un dialogue. L'ETA a répondu positivement quelques jours après, il y a donc maintenant plus d'un an. Par contre aucun des deux États n'a encore fait le moindre pas pour amorcer le dialogue.

La France et l'Espagne maintiennent la voie répressive, les arrestations se poursuivent et les conditions de détention des presos (prisonniers politiques basques) restent toujours aussi dures. Il s'agit d'une véritable provocation de leur part, d'une tentative de sabotage du processus en cours. L'ensemble du mouvement abertzale (nationaliste basque) est engagé dans la résolution politique, démocratique et pacifique du conflit. Mais le gouvernement Rajoy, avec dans son sillage Manuel Valls, refuse toute avancée sous le prétexte que l'ETA ne s'est pas dissoute.

Hollande-Valls ont osé : ils ont livré Aurore Martin aux autorités espagnoles !

Ce 1^{er} novembre, Aurore Martin a été livrée à Madrid. Rappelons que son « crime » est d'avoir participé dans l'État espagnol à des réunions publiques en tant que membre de Batasuna, organisation interdite en Espagne mais légale en France. Hollande-Valls ont donc décidé d'appliquer le mandat d'arrêt européen (MAE) qui menaçait Aurore depuis deux ans et que Sarkozy-Guéant n'avaient pas mis à exécution. Une fois de plus, le MAE est mis au service de la répression politique. L'abrogation du MAE et des mesures et lois d'exception est plus que jamais à l'ordre du jour. L'extradition d'Aurore est une provocation qui vise la liberté d'expression de celles et ceux qui, de part et d'autre des Pyrénées, considèrent que la solution à 40 années de guerre est enfin à portée de main. C'est l'acte odieux de deux gouvernements qui veulent attiser la violence, poursuivre la guerre et continuer à verser le sang. Manuel Valls est un pyromane. Et Hollande, aussitôt élu, tourne le dos à ses engagements (en juillet 2011 il prônait la clémence pour Aurore Martin !).

L'indignation est grande en Pays basque, les rassemblements de protestation sont quasi quotidiens et massifs. Du jamais vu : les éluEs de tous bords (du PS à l'UMP en passant par PCF, Modem, EÉLV...) ont pris position et interpellé le gouvernement français lors de la conférence de presse du 3 novembre de Bake Bidea (le Chemin de la Paix, mouvement né au Pays basque Nord il y a deux mois pour œuvrer à la résolution du conflit basque). Ils demandent le retour immédiat d'Aurore. Le 5 novembre, ils se sont rendus à la sous-préfecture de Bayonne pour envoyer à Hollande une lettre demandant la libération immédiate d'Aurore. Ils étaient accompagnés par 600 personnes à l'appel de Bake Bidea.

Pour les droits des presos ! Pour l'amnistie !

Aujourd'hui 624 militantEs basques sont emprisonnéEs, dont 137 dans l'État français. 14 sont gravement malades. 169 pourraient être placéEs en liberté conditionnelle. Des prisonnierEs disperséEs dans des prisons en général très éloignées du Pays basque. Herrera, mouvement social de défense des presos et des réfugiéEs, (www.herrira.org) porte deux revendications : la libération de tous les presos et le retour des réfugiéEs, détenteurs de tous leurs droits. Herrera organise la manifestation du 10 novembre à Bayonne avec comme premières revendications :

- le regroupement des prisonnierEs au Pays basque,
- la libération des prisonnierEs malades, de celles et ceux qui sont « conditionnables » ou qui ont accompli les 2/3 de leur peine,
- la fin des mesures d'exception (dispersion, mesures d'isolement...),
- l'abrogation des mesures qui mènent à une condamnation à perpétuité.

Au-delà, la question de l'amnistie des presos et des réfugiéEs est, avec le droit à l'autodétermination, un élément essentiel de la résolution du conflit.

Toutes et tous dans la rue à Bayonne le 10 novembre !

Claude Larrieu

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 169 (09/11/12).